Café Gouvernance sur le thème : « Ethnicité et citoyenneté : regards croisés ».

Le problème

La citoyenneté fédère une triple valeur, apparemment contredite par la réalité africaine :

- la volonté de vivre ensemble dans le respect des lois, hypothéquée par l'exclusion sociale et le repli identitaire ;
- l'intérêt manifeste pour la chose publique, que décourage la gestion défectueuse des affaires publiques par les politiques africains ;
- l'acceptation du destin collectif par la solidarité active, encore trop timide au regard des actions citoyennes engagées par les populations.

La question porte sur le lien proprement politique, c'est-à-dire à l'intérieur de la *polis*, la cité. Quel est le substrat (la raison) de ce lien qui tient les personnes ensemble dans une communauté de vie, de gestion, de solidarité ?

L'histoire

La citoyenneté comme expérience de liberté et d'égalité (cf. Aristote : la justice *politique*, distincte de la justice *domestique* dans laquelle les autres membres de la famille font partie du père ; les esclaves ne ressortissent pas non plus à la justice politique). La Cité est cette entité qui permet l'accomplissement des citoyens qui y vivent sous l'empire de la justice des échanges et des distributions.

L'idéal grec de liberté et d'égalité est revivifié à la Révolution française, mais dans la perspective (nouvelle) de l'Etat de droit reposant sur le Contrat social. On y parle de droits de l'homme et du citoyen, montrant à la fois une perspective universelle (l'homme) et particulière (le citoyen). Les sujets de la République se sont mis ensemble (Assemblée nationale) pour protéger leurs libertés par la loi.

L'Occident universalise cette approche en consacrant par une Déclaration universelle (1948) les droits civils et politiques ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels. Or, paradoxalement, ce même Occident pratique la colonisation qui, précisément, contredit l'idéal républicain de liberté et d'égalité. Mais l'idée fait tout de même son chemin pour aboutir aux indépendances.

Le dilemme

Dans les Etats anciennement colonisés, tout se passe comme s'il y avait à choisir entre deux modes de lien politique : celui de l'ethnie et celui de l'Etat. La difficulté africaine vient de ce que la structure de l'Etat ne semble pas bien fonctionner, tandis que la structure ethnique ne conviendrait plus à la Modernité. Trois citations :

(Mbonda, 2009, p. 86) : « Arrivé en même temps que la colonisation, l'Etat n'est pas né d'un processus par lequel un peuple, à un moment donné de son histoire, se donne une institution possédant le pouvoir nécessaire et le « monopole de la violence légitime » pour assurer sa survie contre la violence de la nature et celle des autres Etats. Engageant au forceps des communautés différentes dans une unité factice, l'Etat, en Afrique, n'a pas réussi à se montrer comme un lieu où les individus et les groupes auraient véritablement eu intérêt à se détacher de leurs appartenances ethniques pour s'investir dans une société plus englobante. Le pouvoir étatique n'a jamais pu se présenter comme une alternative efficace au pouvoir local qu'exerçaient les autorités traditionnelles ».

Faut-il pour autant en revenir aux frontières ethniques d'avant la colonisation ? Selon le document préparatoire de la Deuxième Assemblée spéciale du Synode des évêques pour l'Afrique : « La question est de savoir comment transformer la pluralité en facteur positif, constructif et non destructif. De même pour ce qui est des frontières artificielles, sommes-nous sûrs que les nouvelles frontières 'naturelles' ne créeront pas plus de problèmes ? Où existeraient ces frontières naturelles, non arbitraires ou mieux non-idéologiques ? Qui serait ce nouvel arbitre impartial qui contenterait tous au mieux ? Ne faut-il pas nous en tenir à la sagesse des Pères fondateurs de l'Organisation de l'Unité ».

Africaine (O.U.A.), qui en 1963, optèrent de ne pas remettre en question le découpage existant? Le défi est probablement du côté de la bonne gouvernance et de la formation d'une classe politique capable de récupérer le meilleur des traditions ancestrales et de l'intégrer aux principes de gouvernance de sociétés modernes». Synode des évêques, II^{ème} Assemblée spéciale pour l'Afrique, *Lineamenta*, Cité du Vatican, 2006, § 11.

(Kisito Owona, 2007, p. 354) 'Nous stigmatisons le tribalisme qui se propage en Afrique comme une sorte d'épidémie mentale. Pour autant, nous ne nions pas l'ethnicité, c'est-à-dire la diversification qui fait l'originalité de chaque ethnie. Mais dans le domaine juridique, nous nous refusons à faire d'elle une catégorie juridique, un absolu. Dans les dictatures africaines, on a privatisé le droit public en l'ethnicisant. Le destin de l'homme africain n'est ni construit par les ethnies, ni dirigé contre elles. Le droit ethnique ne peut être garanti qu'au sein du droit public ou droit civil, l'accord des deux au sein d'une constitution parfaite est l'objet du droit rationnel. (...) Considérant que la construction de l'espace républicain se heurte en Afrique à de nombreux obstacles, il est un besoin vital de déconstruire l'objet ethnique en *fondant la République*, que l'on réclame à cor et à cri, et dont le concept est devenu plus un slogan qu'une doctrine et une valeur. 'Que la citoyenneté, comme l'écrit M. Kamto (1999, p. 181) demeure ou devienne la pierre d'angle de nos républiques, et que les ethnies les fleurissent de leur diversité culturelle'. Pour toutes ces ethnies, le besoin d'un même référentiel juridique s'impose. En d'autres termes, l'Afrique doit se familiariser avec l'idée que l'Etat renvoie à l'idée d'un groupe d'ethnies liées entre elles par une constitution juridique qu'elles se sont donnée à elle-même pour fonder une république. »

Pistes philosophiques

Comment parvenir à mettre ensemble l'ethnie dont on est membre sans l'avoir choisi (et qui nous relie au passé) avec l'Etat dont on est citoyen comme figure d'avenir ?

L'approche à partir du 'désenchantement du monde'. Noter le caractère religieux de l'ethnie, au sens où le don de la vie participe aussi du monde invisible, lequel indique la conduite à tenir pour persévérer dans l'existence. Puis vient la dissociation de la sphère religieuse (emprise du sacré) et de la sphère politique (organisation des hommes entre eux) par la figure de l'Etat comme 'transformateur sacré' (Gauchet). La sécularisation produite par le christianisme : 'Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu'. On trouve ici l'avènement du sujet.

L'approche à partir de la personne humaine qui connaît une double dimension, de la subjectivité singulière manifestée par la volonté (quelqu'un veut, ici et maintenant), et l'objectivité de l'universel, visée par l'intelligence. Dans cette perspective, on peut comprendre la *Nation* comme ce lieu de naissance (naissance/nation) particulier du sujet qui va agir dans le monde, et l'*Etat* comme la représentation objective de cette action selon les normes du droit.

Conclusion

Comme l'a montré le passé, l'histoire reste ouverte à tous les possibles, heureux ou malheureux. Les équilibres politiques sont sans doute pragmatiques (comment agir au mieux ensemble ici et maintenant) mais la réflexion philosophique et théologique peut aider à orienter les choix.

Bibliographie :

- Aristote, *Ethique à Nicomaque*, trad. R.-A. Gauthier et J.-Y. Jolif, Paris, B. Nauwelaerts, 1958).
- Blondel, Maurice, *L'action* (1893), Paris, Bibliothèque de philosophie contemporaine, 3^{ème} éd., 1973 (en particulier le chapitre : 'Famille, patrie, humanité').
- Dijon, Xavier, *Droit naturel, les questions du droit*, Paris, PUF, 1998.
- Dijon, Xavier, *Les droits tournés vers l'homme*, Paris, Cerf, coll. Humanités, 2009.
- Eboussi Boulaga, Fabien, *La démocratie de transit au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Fessard, Gaston, *Pax Nostra, Examen de conscience international*, Paris, Grasset, 1936.
- Freund, Julien, *L'essence du politique*, Paris, Sirey, 1965, rééd. Dalloz, 2003, postface de Pierre-André Taguieff
- Freund, Julien, *Qu'est-ce que le politique ?*, Paris, Seuil, 1986.
- Gauchet, Marcel, *Le désenchantement du monde ; une histoire politique de la religion*, Paris, Gallimard, 1985.
- Kamto, Maurice, *Déchéance de la politique*, Yaoundé, Mandara, 1999.

Mbonda, Ernest-Marie, *Justice ethnique, Identités ethniques, reconnaissance et représentation politique*, Presses universitaires de Laval, coll. Verbatim, 2009.

Owona, Kisito, *Kant et l'Afrique, la problématique de l'universel*, Paris, l'Harmattan, 2007.